

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25/26, Rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 23/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGISTIQUE SPORTS ET LOISIRS

2 RUE VICTOR HUGO

—

91160 Longjumeau

Références : 2025-55

Code AIOT : 0100004073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement LOGISTIQUE SPORTS ET LOISIRS implanté Bellevue – 37110 Autrèche. L'inspection a été annoncée le 07/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGISTIQUE SPORTS ET LOISIRS
- Bellevue – 37110 Autrèche
- Code AIOT : 0100004073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LOGISTIQUE SPORTS ET LOISIRS exploite un entrepôt de stockage de matières combustibles sur la ZAC Portes de Touraine à Autrèche. Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°21 185 du 14/04/2023.

La construction est prévue en trois phases. La mise en service de la première phase (cellules 1 à 4) est effective depuis septembre 2024.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
17	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
18	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 1.1.2 et 1.4.2	Sans objet
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.1.	Sans objet
4	Accessibilité au site	Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.2.1	Sans objet
5	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2.	Sans objet
6	Aires de stationnement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.3.	Sans objet
7	Non-ruine en chaîne	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4.	Sans objet
8	Stabilité au feu de la structure	Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Résistance au feu de la couverture	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4.	Sans objet
10	Murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.2.2	Sans objet
11	Portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.	Sans objet
12	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5.	Sans objet
13	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.	Sans objet
15	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.4.1	Sans objet
16	Exercice évacuation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 1.1.2 et 1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.1.2 L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bâtiment logistique constitué de 6 cellules de stockage de 12 000 m² (cellules 1 à 6), 2 cellules de 6 000 m² (cellules 7 et 8) et une cellule de stockage de matières dangereuses de 267 m² ; • des locaux techniques : 6 locaux de charge, un local sprinklage, des locaux électriques, un local maintenance ; • autres : des bureaux et locaux sociaux, des dalles bétons extérieures pour le stockage de palettes, un parking pour les véhicules légers, deux aires d'attente pour les véhicules poids lourds et des ouvrages pour la gestion des eaux. <p>Article 1.4.2 Le bâtiment est construit et exploité selon le phasage suivant :</p>

- La phase 1 consiste en la construction et mise en exploitation des cellules 1 à 4, de bureaux, de locaux techniques et de trois locaux de charge. La préparation de la plateforme, le busage du fossé à l'Est, les bassins d'infiltration et de confinement, l'ensemble des plantations en périphérie et une partie des zones de stationnement PL et VL et de la voie d'accès est mis en œuvre dès la première phase de chantier. [...]

Constats :

Afin de vérifier la conformité des installations construites et mises en service avec le dossier de demande d'autorisation, l'exploitant a présenté le plan masse en date du 06/09/2024. Il a été constaté la présence des installations lors de la visite de site. Il n'a pas identifié d'écart.

Pas de non-respect des prescriptions constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks précisant une quantité de produit par cellule. Il est précisé qu'il s'agit de matières "non réglementées", correspondant à des produits ne relevant pas des rubriques 4xxx de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant précise que cet état des stocks est transmis par mail quotidiennement à plusieurs responsables, et une version imprimée est présente sur site et mise à jour chaque semaine.

Pas de non-respect des prescriptions constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des

<p>disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan VRD en date du 03/01/2025 ; - le plan assainissement en date du 11/09/2024 indiquant "ouvrage de régulation" pour la cloison siphon ; - le plan des chaufferies en date du 19/09/2024 identifiant la présence d'un disconnecteur pour le réseau AEP et d'un disconnecteur pour le réseau sprinklage. <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Accessibilité au site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès principal au site est situé au Sud-Ouest pour l'ensemble des véhicules, un deuxième accès dédié aux services de secours est présent au Sud-Est. L'exploitant prend toutes dispositions pour permettre aux services de secours et de lutte contre l'incendie de pouvoir, en tout temps, pénétrer sans délai dans l'enceinte de l'établissement, soit par l'intermédiaire d'une présence humaine, soit par un dispositif permettant la manœuvre manuelle des portails implantés à l'entrée ou en périphérie du site en dehors des heures d'ouverture ;</p> <p>Les différents accès sont clairement indiqués au moyen de panneaux de signalisation implantés in situ.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de l'accès principal et de l'accès pompier au Sud-Est.</p> <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Voie engins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>

Prescription contrôlée : Une voie engins au moins est maintenue dégagée [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la voie engin est dégagée et en bon état de propreté. Pas de non-respect des prescriptions constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aires de stationnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2. [...] Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté par échantillonnage que les aires dédiées au stationnement des engins des services d'incendie et de secours sont identifiées. Pas de non-respect des prescriptions constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Non-ruine en chaîne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. [...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'étude en date du 06/11/2023 réalisée par EDIFIS INGENIERIE concluant que les dispositions constructives permettent d'éviter la ruine en chaîne ainsi que la ruine vers l'extérieur en cas de sinistre.</p> <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stabilité au feu de la structure

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les dispositions constructives des cellules sont les suivantes : Structure - Stable 1 heure [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection l'exploitant a présenté le certificat de conformité de la société STRUDAL en date du 16/01/2025 confirmant que la stabilité au feu des poutres et pannes est a minima R60.</p> <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Résistance au feu de la couverture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'attestation établie par la société BELOUIN en date du 16/01/2025 indiquant que la toiture des cellules satisfait la classe et l'indice Broof t3.</p> <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Murs coupe-feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

[...] Les dispositions constructives des cellules sont les suivantes :

Murs séparatifs entre cellules	<p>Murs séparatifs entre les cellules 1, 2, 3 et 4 : REI180 dépassant de 1 m en toiture et de 0,5 m en saillie de façade ou avec un retour de 0,5 m de part et d'autre du mur séparatif. Portes de communication entre cellules incluses dans ces murs EI180</p> <p>Autres murs séparatifs entre les cellules : REI120 dépassant de 1 m en toiture et de 0,5 m en saillie de façade ou avec un retour de 0,5 m de part et d'autre du mur séparatif. Portes de communication entre cellules incluses dans ces murs EI120</p>
Murs extérieurs des cellules	<p>Façades Nord des cellules 1 et 8, façades Sud des cellules 2 et 3 et façade Ouest des cellules 5, 6, 7 et 8 : Écrans thermiques REI120 couvrant toute la hauteur, jusqu'en sous-face de toiture</p> <p>Façades Est des cellules 3, 4, 5, 6, 7 et façades Ouest des cellules 1 et 2 : Bardage métallique</p>
Séparation avec les bureaux	Mur REI120 sans porte à quai
Cellule matières dangereuses et locaux techniques	Parois REI120

Le degré de résistance au feu des murs séparatifs est indiqué au droit de ces murs (en façade), à chacune de leurs extrémités, aisément repérables depuis l'extérieur par une matérialisation ; [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'attestation établie par la société MAISON BLEUE en date du 17/09/2024 indiquant que les murs séparatifs entre les cellules présentent un classement REI180 et que les façades (hors façades de quai), les murs de séparation avec les bureaux, et les parois de la cellule matières dangereuses présentent un classement REI120.

Lors de la visite terrain, il a été constaté :

<ul style="list-style-type: none"> - l'affichage du degré de résistance au feu au droit du mur coupe-feu entre les cellules, - le dépassement des murs REI180 en toiture, - par échantillonnage, le prolongement d'un mur REI180 de part et d'autre au niveau de la façade de quai. <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les notices techniques ou procès-verbal de classement permettant de justifier le degré coupe-feu correspondant.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté par échantillonnage une étiquette affichée sur une porte coupe-feu coulissante entre deux cellules indiquant un degré coupe-feu EI240, et une étiquette sur une porte coupe-feu piétonne donnant sur un local de charge indiquant un degré coupe-feu EI120.</p> <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5.
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...]</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. [...]</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le plan de désenfumage en date du 11/10/2023 présentant le dimensionnement des cantons, avec les notes de calcul.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté par sondage au sein d'une cellule la présence de 2 commandes manuelles en deux points opposés.</p> <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, un test de bon fonctionnement par déclenchement local (fermeture motorisée) de fermeture d'une des deux vannes permettant l'isolement des réseaux a été réalisé. La vanne s'est fermée, le test est concluant.</p> <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Points d'eau incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <p>- de 9 points d'eau incendie de 240m³ unitaires réparties sur la périphérie du site, conformément au plan présent dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, associés à des aires de stationnement pour les engins de secours. [...] Les organes de manœuvre des réserves incendie sont accessibles en permanence par les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Les aires d'aspiration et les passages</p>

sapeurs-pompiers sont dotées d'une signalisation conforme aux attentes du SDIS 37. Les moyens de secours font l'objet d'une réception en conformité par le SDIS d'Indre-et-Loire en présence de l'installateur. [...]
Constats : Le site dispose de 9 réserves incendie de 240 m ³ . Elles ont été réceptionnées par le SDIS en date du 16/10/2024. Le courrier du SDIS en date du 12/12/2024 indique que la visite de réception a permis de vérifier le respect des règles d'aménagement, et qu'il convient de s'assurer de la mise en place d'un panneau de signalisation "réserve incendie" comportant le volume validé et la numérotation définie. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté sur site que cette signalisation n'a pas été mise en place. Les réserves incendie ne disposent pas d'une signalisation conforme aux attentes du SDIS37.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice incendie en date du 28/11/2024. Pas de non-respect des prescriptions constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Exercice évacuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation du personnel
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice incendie en date du 28/11/2024. Pas de non-respect des prescriptions constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. // (Art. 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010) L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont [...] mis en œuvre avant le début de l'exploitation (Art. 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010) L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : Dans le cadre du dossier d'autorisation, une analyse du risque foudre (ARF) et une étude technique foudre (ETF) ont été réalisés par BCM Foudre le 13/06/2022. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que les installations de protection contre la foudre ont été installées par la société ADEE Electronics en septembre 2024. Il a présenté le rapport de vérification initiale réalisé par BCM Foudre en date du 27/11/2024 concluant à la présence de non conformités (parafoudre de type 2 installé au lieu de type 1/2, ETF à mettre à jour...). L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des actions de mise en conformité ont été réalisées suite à ce rapport.

Lors de la visite terrain, il a été constaté au niveau d'un compteur foudre qu'il affiche 0.
La vérification initiale des installations de protection contre la foudre du 27/11/2024 identifie des non-conformités.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bruit
Prescription contrôlée : [...] Dans les 3 mois après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, par un organisme qualifié, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'il n'a pas encore été réalisé de mesure du niveau de bruit et de l'émergence car le site n'a pas encore atteint un niveau normal d'activité. L'exploitant n'a pas réalisé une mesure du niveau de bruit et de l'émergence dans les trois mois suivant la mise en service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois